



Manuel de sécurité de la Flotte

7.B.1 - OPÉRATIONS DE PLONGÉE

1 BUT

1.1 GÉNÉRALITÉS

- a) Veiller à ce que toutes les opérations de plongée déployées à partir des navires de la Garde côtière canadienne (GCC), ou dans le but de les soutenir, soient exécutées en toute sécurité.

Plongée : toute activité sous l'eau où l'on se sert d'un scaphandre autonome ou d'une alimentation d'air en surface.

2 RESPONSABILITÉS

2.1 DIRECTEUR RÉGIONAL DE LA FLOTTE OU LE DIRECTEUR RÉGIONAL DES SERVICES TECHNIQUES INTÉGRÉS

- a) Le directeur régional de la Flotte ou le directeur régional des Services techniques intégrés (selon le cas) doit veiller au respect de cette procédure pour toutes les opérations de plongée déployées à partir des navires ou des unités de la GCC, ou dans le but de les soutenir.

2.2 COMMANDANT

- a) En toute circonstance, le commandant doit appuyer les superviseurs de plongée et les plongeurs, à l'égard des mesures de sécurité au travail, de la planification des opérations de plongée et de la planification des mesures d'urgence et de contingence.

2.3 TOUT RESPONSABLE DE LA GCC QUI RETIENT LES SERVICES DE PLONGEURS PRIVÉS

- a) Tout responsable de la GCC qui retient les services de plongeurs privés doit veiller à ce que les exigences de la présente procédure et de toute autre procédure émise par une autorité responsable de l'application des règlements sur la sécurité et la protection des plongeurs fassent partie du contrat.

2.4 LE COORDONNATEUR NATIONAL DE LA SÉCURITÉ OU LE COORDINATEUR RÉGIONAL DE LA SÉCURITÉ DE LA PLONGÉE

- a) Le coordonnateur national de la sécurité ou le coordinateur régional de la sécurité de la plongée doit examiner et approuver tous les plans de plongée scientifique, avant le début d'une telle activité, afin de s'assurer que les plongeurs connaissent le règlement propre au type de plongée prévue et qu'ils s'y conforment. Il doit ensuite transmettre les résultats de son examen ainsi que son approbation au commandant, par écrit ou par télécopieur, avant le début des opérations de plongée.

3 INSTRUCTIONS

3.1 GÉNÉRALITÉS

- a) Lorsqu'on fait appel à des plongeurs contractuels, le contrat doit stipuler la nécessité de se conformer à la présente procédure. On doit joindre une copie « NON CONTRÔLÉE » de cette procédure, au contrat de l'entrepreneur.

3.2 EXIGENCES FONDAMENTALES

- a) Le plongeur doit respecter le règlement de plongée en vigueur au niveau provincial, territorial ou fédéral, selon le lieu et le mode de plongée prévu. En cas de doute sur le règlement applicable, communiquer avec le coordonnateur régional de la sécurité de la plongée du MPO.
- b) Avant d'être engagée, l'entreprise de plongée doit fournir une preuve d'assurance responsabilité appropriée.
- c) L'entreprise de plongée doit envoyer un Avis sur les opérations de plongée, à l'organisme provincial de réglementation pertinent, au besoin et une copie de cet Avis doit être présentée, avant le début des opérations de plongée.
- d) Les plongeurs prenant part à un programme scientifique, qu'il soit commandité, soutenu ou mené par le Ministère, doivent avoir reçu l'autorisation du coordonnateur national ou régional de la sécurité de la plongée ou d'un officier de plongée régional autorisé à approuver des opérations de plongée.
- e) Le commandant doit demander et recevoir l'assurance du superviseur de plongée que l'opération de plongée doit s'effectuer conformément aux exigences réglementaires qui s'assurent de la vérification de la certification, du carnet des plongeurs, de l'équipement et de la santé requis pour plonger.

- f) Les navires doivent élaborer une liste de vérification propre au site afin de veiller au respect de la présente procédure dans les opérations de plongée.

Note 1 : Il peut y avoir une certaine confusion quant à l'organisme de réglementation contrôlant les opérations de plongée. Les opérations de plongée effectuées par des employés du gouvernement fédéral doivent satisfaire à la norme énoncée à *la Partie XVIII du Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail du Code canadien du travail*; les entrepreneurs effectuant des opérations de plongée doivent se conformer aux règlements provinciaux en vigueur. Cependant, les provinces et les territoires n'ont pas tous un règlement sur les opérations de plongée : lorsqu'une législation provinciale ou territoriale n'en fait pas mention, on doit se conformer au Code canadien du travail. Le coordonnateur régional de la sécurité de la plongée peut aider à trouver le règlement qui s'applique à une situation particulière.

3.3 PLANIFICATION DES OPÉRATIONS DE PLONGÉE

- a) Le superviseur de plongée et le commandant (ou l'officier désigné) doivent, avant tout, s'entendre sur un plan détaillé des opérations de plongée, comportant un plan d'urgence qui doit être soumis par le plongeur ou l'entrepreneur. Le plan doit comprendre :
- une description du travail sous-marin à effectuer;
 - le lieu du travail;
 - le nombre total et la durée prévue de plongée(s);
 - le nombre de plongeurs qui seront dans l'eau, quelle qu'en soit le temps;
 - le nombre de préposés à la plongée qui seront en devoir, quand les plongeurs seront sous l'eau;
 - le système de signaux qui sera utilisé, pour communiquer avec les plongeurs;
 - une liste des besoins auxquels le navire doit répondre (arrêts, verrouillages, surveillances, navires, sources d'énergie, outils, lignes, etc.) *Veillez consulter la procédure 7.B.5 – Verrouillage et identification*;
 - un ensemble de plans d'urgence pour traiter les urgences prévisibles;
 - la couverture de l'emplacement et le numéro de téléphone du caisson hyperbare le plus près.
- b) Une copie de ce plan doit être conservée à la timonerie.
- c) Le commandant, ou l'officier de plongée désigné qui connaît le plan des opérations de plongée, doit demeurer sur le lieu de travail pour aider le superviseur de plongée au cours des opérations.

3.4 EXÉCUTION DES OPÉRATIONS DE PLONGÉE

- a) Conformément au *Règlement sur les abordages*, pris en vertu de la *LMMC(2001)* : les signaux et les marques de signalisation doivent être affichés pendant les opérations de plongée. Au besoin, des mises en garde telles que bouées, drapeaux, feux, etc., doivent être mis en place pour délimiter les limites des opérations de plongée. Un Avis à la navigation sera émis, si nécessaire.

- b) Le commandant, en collaboration avec le chef mécanicien et sujet à l'approbation du superviseur de plongée, doit veiller à ce que les machines de propulsion, d'aspiration d'eau de mer et d'évacuation sous l'eau; le système de protection cathodique ou tout autre mécanisme qui pourrait nuire à la sécurité et sûreté des plongeurs, soient arrêtés, afin d'éviter qu'ils ne représentent aucun danger, au cours des opérations de plongée.
- c) On doit transmettre un avis général, à tout le personnel, à l'effet que des opérations de plongée ont lieu et on doit afficher un avis aux endroits appropriés dans la salle des machines. Les procédures appropriées de verrouillage des machines doivent être prises et consignées.
- d) Lorsque des membres d'équipage d'un navire sont affectés au soutien des opérations de plongée, le commandant (ou l'officier désigné), de concert avec le superviseur de plongée, doit s'assurer que ceux-ci ont reçu l'information nécessaire et qu'ils connaissent leurs responsabilités respectives.
- e) Une liste de vérification pour les opérations de plongée (voir gabarit ci-joint) doit être remplie avant le début des opérations et une autre immédiatement après, une fois les opérations terminées.

3.5 LES AFFECTATIONS AUX MISSIONS SAR

- a) La station Sea Island de la GCC en Colombie-Britannique est la seule unité formée et équipée dans le but de procéder à des opérations en réponse aux affectations de recherche et sauvetage de la part du Centre conjoint de coordination de sauvetage (JRCC) situé à Victoria. Dans ces circonstances, les procédures du JRCC de Victoria et de ses Postes doivent être suivies.
- b) Si le commandant de l'embarcation est assigné à titre de coordinateur sur place (On Scene Coordinator), il doit révoquer cette responsabilité à un autre navire avant que l'opération de plongée ne débute et ce, jusqu'à ce l'opération de plongée soit terminée.

4 DOCUMENTATION

- Listes de vérification propres au navire
- Plan de plongée
- Inscriptions au Journal de bord
- Procédures ministérielles de plongée sécuritaire
- Opérations de plongée de recherche et sauvetage (SAR)
 - Procédures de plongée de la Station Sea Island de la GCC
 - Programme de formation des plongeurs de la GCC
 - Dossiers de formation des plongeurs de la GCC

LISTE DE VÉRIFICATION DES OPÉRATIONS DE PLONGÉE

NGCC _____

Date de l'opération : _____

- ☐ Officier désigné - Nom _____
Signature _____
- ☐ Chef de plongée – Nom _____
Signature _____
- ☐ Certification et carnet des plongeurs vérifiés
- ☐ Commandant / officier désigné à bord du navire
- ☐ *Règlement sur les abordages* – Dispositifs de mise en garde en place
(marques de signalisation, bouées, drapeaux, feux)
- ☐ SCTM avisé (contrôle du trafic/appel de sécurité)
- ☐ Chambre des machines avisée – avis de plongée affiché dans la chambre des machines)
- ☐ Systèmes de la chambre des machines arrêtés et consignés dans le registre
Verrouillage et identification
- ☐ Plan de plongée et d'intervention en cas d'accident révisé
- ☐ Avis général transmis
- ☐ Début des opérations de plongée consigné
- ☐ Fin des opérations de plongée consignée

Copie incontrôlée lorsqu'imprimée